



COMMUNIQUE

Médias : François Hollande pratique les effets d'annonce sans lendemain

Le discours de François Hollande, à l'occasion des cérémonies du 70^e anniversaire de l'AFP, s'est soldé par l'absence de réponses concrètes. Quelques jours après la tuerie de Charlie Hebdo qui pose la question de la défense du droit d'expression et de l'existence des titres sans ressources publicitaires et face aux menaces sur le pluralisme du fait des concentrations, le gouvernement n'apporte aucune proposition sérieuse.

La tenue de ces festivités avait suscité le refus du SNJ CGT d'y prendre part non seulement car ces agapes se tenaient quelques jours après l'assassinat de nos 12 confrères de Charlie, mais aussi parce que de nombreux salariés de l'AFP étaient choqués par l'invitation du PDG Hoog faite à la présidente du FN, Marine Le Pen, d'assister à la cérémonie. Malheureusement elle était bien présente et elle a bénéficié, grâce à cette invitation, une nouvelle fois d'une couverture médiatique abondante faisant oublier que l'on commémorait la libération de l'AFP du joug de l'occupant nazi par un groupe de journalistes résistants.

Le chef de l'Etat s'est borné pour sa part à réitérer les promesses faites par le candidat Hollande pour l'adoption du projet de loi devant renforcer la protection des sources des journalistes. Le texte « *sera discuté au Parlement cette année* » a-t-il assuré, omettant toutefois de rappeler que le gouvernement Ayrault, et en particulier, le ministre de l'intérieur de l'époque, Manuel Valls, en avait empêché le vote l'an dernier. Aujourd'hui le même Valls, hôte de Matignon, a demandé sans précision, que ces aides soient « *plus ciblées sur la presse dite d'information politique et générale quitte à ouvrir la définition de cette notion* ». Dont acte.

Concernant l'AFP, François Hollande s'est félicité du vote de la loi Françaix par les députés, pressant lourdement les sénateurs d'entériner ce projet. Même s'il a rappelé que le statut de 1957 a été depuis près de soixante ans « *le statut de la liberté* », le chef de l'Etat a clairement laissé entendre qu'il avait cédé aux diktats de Bruxelles sur le dogme de la « *concurrence libre et non faussée* » pour mettre fin au statu quo.

Le SNJ-CGT réitère son opposition à cette réforme dangereuse et appelle à revoir cette loi et les pseudos réformes qui l'accompagnent, car elles constituent un danger pour l'avenir de la seule agence de presse mondiale non anglo-saxonne. Une loi dont le contenu va à l'opposé des promesses du candidat Hollande qui, à l'époque, prônait la pérennité du statut de 1957 et la permanence de son budget pour lui permettre d'assurer son rôle mondial.

Si le chef de l'Etat a évoqué de grands principes et formulé de belles paroles sur la question du pluralisme, il a soigneusement évité de donner des pistes concrètes pour remédier aux concentrations qui sont de plus en plus prégnantes au profit des grands groupes multimédias et des banques. En clair c'est main basse sur la presse et on ne change rien.

Pour le SNJ-CGT, il y a urgence avec les journalistes et leurs organisations syndicales à remettre en chantier les lois anti-concentrations et revoir de fond en comble la politique des aides à la presse. Il est temps de mettre les bouchées doubles pour que vivent les titres de la presse d'information générale et notamment ceux qui sont en sursis. Le sort de Charlie Hebdo a été mis tragiquement sur le devant de la scène à ce sujet. L'hebdomadaire satirique, avant la tragédie, était à l'agonie et, malgré les demandes pressantes auprès du gouvernement, n'avait pas trouvé de solution, hormis de lancer une souscription auprès de ses lecteurs. Il a fallu que survienne l'horreur pour qu'enfin les pouvoirs publics daignent débloquer des fonds et éviter la disparition du titre.

Nous rappelons également au gouvernement Valls-Hollande les demandes de syndicats de la profession permettant de garantir l'indépendance des journalistes en accordant un statut juridique aux rédactions.

François Hollande, lors de ce discours, n'a pas trouvé un mot pour évoquer l'avenir du service public de l'audiovisuel. Il est pourtant urgent de mettre un terme aux politiques d'austérité appuyées sur les principes du *cost killing* qui conduisent à des réductions de postes et au bout du compte à une mise en cause de la qualité de l'information et des programmes du service public.

Nous attendons désormais du gouvernement des actes concrets afin de défendre la liberté d'expression mais aussi les droits des journalistes frappés par les suppressions d'emplois, la précarisation et les atteintes à leurs droits sociaux.

Les quatre millions de manifestants du 11 janvier ont aussi marché pour défendre une information pluraliste et de qualité.

La démocratie c'est maintenant.

Le 21/01/2015